

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 22 JUIL. 2010

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 61 51  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 février 2003 portant approbation du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCB ;

VU le récépissé de déclaration du 5 décembre 1975 et les arrêtés préfectoraux des 15 décembre 1980 et 19 avril 1985 régissant le fonctionnement des activités de la société ONTEX FRANCE dans son établissement situé rue du Champ du Garêt, ZI Nord d'ARNAS ;

VU le rapport du 21 juin 2010 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement d'ARNAS, exploité par la société ONTEX FRANCE a permis à l'inspecteur des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- des robinets d'incendie armés sont défectueux et n'ont pas été remis en état ou remplacés (article 15 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002),
- le registre relatif aux vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu) et de chauffage n'a pas été établi (article 24 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002),

../..

- la mesure de bruit en limites de propriétés et dans les zones à émergence réglementée, demandée par l'inspection des installations classées en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, n'a pas été réalisée,
- un condensateur contaminé aux PCB/PCT est encore présent sur le site alors qu'il aurait dû être éliminé conformément aux dispositions prévues par le plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT ;

CONSIDERANT donc que la société ONTEX FRANCE ne respecte pas pour l'exploitation de ses installations d'ARNAS l'intégralité des dispositions prévues par les arrêtés ministériels du 5 août 2002 et du 23 janvier 1997 modifié visés ci-dessus ainsi que celles du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter la société ONTEX FRANCE à respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 - articles 15 et 24 -, de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisés ainsi que celles du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société ONTEX FRANCE, rue du Champ du Garet, ZI Nord d'ARNAS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 - articles 15 et 24 -, de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisés ainsi que celles du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT, en procédant aux travaux suivants :

➤ *sous un mois :*

- remettre en état les robinets d'incendie armés défectueux ou les remplacer,
- établir un registre relatif aux vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu) et de chauffage,
- éliminer le condensateur contaminé aux PCB/PCT encore présent sur le site.

➤ *sous deux mois :* réaliser une mesure des émissions sonores de l'établissement afin de justifier du respect des valeurs limites admissibles fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié précité.



Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'ARNAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le

2 JUL 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale Adjointe

Marie-Thérèse DESCHAMPEL